FONDS CATALYTIQUE
DE L'INITIATIVE FAST TRACK

Rapport d'étape intérimaire présenté à la réunion du Comité de gestion du FC à Rome en novembre 2009.

Réseau pour le développement humain - Éducation

19 octobre 2009

Introduction

1. La Banque continue d'attacher une grande importance à l'amélioration de la performance du portefeuille de la FTI. Dans une note séparée, la Banque analyse les implications de certaines des mesures qui ont été au menu des débats de Copenhague dans le souci d'améliorer davantage les résultats obtenus. La présente note dresse un bilan intérimaire de la performance du portefeuille des projets en cours. La Banque fournira un rapport d'étape complet pour la période prenant fin en décembre 2009 à la fin du mois de février 2010.

Tendances et perspectives relatives aux décaissements

2. À la date du 2 octobre 2009, les décaissements ont atteint 171 millions de dollars. D'après les projections, le montant total des décaissements pour cette année devrait s'établir à environ 324 millions de dollars, contre 213,9 millions de dollars en 2008 et 126 millions de dollars en 2007. Les décaissements cumulés depuis la création du fonds s'élèvent à 639 millions de dollars (44 % des allocations). Des informations complémentaires sont fournies sur la performance financière dans le rapport du Secrétariat ainsi que dans le résumé ci-joint.

Suivi par la Banque du portefeuille du FC

3. La Banque a produit depuis juillet 2008 un rapport interne sur l'état d'exécution de tous les projets en cours du FC, à l'exception de trois projets prenant fin en 2010 pour lesquels sera appliqué un système différent. Ces projets ont été fusionnés pour les besoins des rapports relatifs aux projets existants de l'IDA. Les problèmes fondamentaux seront signalés au besoin et/ou des notes insatisfaisantes seront attribuées pour les critères relatifs à la réalisation des objectifs de développement et à l'état d'exécution. Au moment de la rédaction du rapport, quatre pays rencontrent des problèmes : Bénin, Guinée, Madagascar et Mauritanie. Ces problèmes sont décrits ci-dessous et une analyse séparée est présentée concernant Madagascar et la Guinée. De plus amples renseignements seront fournis sur tous les projets dans le rapport d'étape annuel en février 2010.

4. Le suivi systématique de la performance globale du portefeuille et l'évaluation des résultats sont essentiels pour assurer que les opérations du Fonds catalytique atteignent les objectifs visés par le Fonds. Toutefois, il importe d'accompagner le suivi et la communication de rapports réguliers sur la performance globale du secteur Éducation étant donné que les opérations du FC de la FTI, bien qu'étant parfois indépendantes, font partie intégrante du programme sectoriel global.

5. La Banque est disposée à contribuer à la mise en place d'une structure commune à cet effet, ce qui permettra de consolider régulièrement les données sur la performance et les informations sur l'état d'exécution. En outre, cela permet à la direction de s'accorder sur les mesures spécifiques à prendre concernant les projets à risque et sur les actions de suivi convenues pour sortir certains des projets de leur situation de projets à problème.

6. Les réformes en cours des politiques de la Banque sont aussi bénéfiques pour les opérations du FC, par exemple, le recours aux DPO, la mise en place de nouveaux instruments

de prêts-programmes d’investissement, la réduction du délai d’examen des projets à faible risque et l’adoption de cadres de résultats plus robustes.

Performance pays par pays.

Bénin :

7. L'on observe une forte expansion de la scolarisation et l'accès marque, quant à elle, une progression à tous les niveaux d'études. Cependant, cette croissance semble s'accompagner d'une baisse de la qualité, qui est confirmée par la détérioration de certains indicateurs clés. Les causes de cette détérioration n'ont pas encore été entièrement analysées, mais il semble que l'expansion du secteur dépasse les moyens de l'administration. L'on ne constate pas encore d'impact visible de l'EFA/FTI puisque l'exécution du Don n'avait pas débuté lorsque les indicateurs ont été mesurés.

8. Pendant l'examen du secteur de l'éducation qui a eu lieu du 27 au 30 avril 2009, il a été convenu de : (i) diffuser le manuel de procédure de l'EFA/FTI et de former le personnel des ministères afin de mieux impliquer leur administration au niveau centralisé et décentralisé ; (ii) renforcer les cellules de passation des marchés en vue de réduire les délais de traitement des dossiers ; (iii) accélérer l'audit des subventions scolaires ; (iv) identifier les causes de la baisse de la qualité.

9. Les indicateurs de résultats ont été légèrement révisés pour tenir compte des 15 indicateurs de l'IDA et, aujourd'hui, l'ISR intègre tous les indicateurs de l'accord de don. Lors de la prochaine réunion d'évaluation, le gouvernement et le groupe des bailleurs de fonds doivent adapter le choix des indicateurs afin d'assurer une compatibilité totale entre ceux qui sont utilisés pour le suivi du programme EFA/FTI et les indicateurs de l'appui budgétaire (indicateurs ABC). La mise à jour du rapport sera effectuée pendant l'automne.

Burkina Faso :

10. La tranche du DPO correspondant à la première année, soit 102 millions de dollars (appui budgétaire), a été signée et décaissée.

Cambodge :

11. Après un début timide, notamment en ce qui concerne la construction, la cadence s'est accélérée.

Cameroun :

12. La tranche précédemment approuvée de 25 millions de dollars est en cours de préparation et devrait être signée et le décaissement devrait débuter avant la fin 2009.

Éthiopie :

13. Le gouvernement a eu des difficultés à satisfaire aux conditions préalables à l'entrée en vigueur du don, mais plus de la moitié de l'allocation du FC a été déjà décaissée. Une proposition de financement additionnel portant sur un montant de 98 millions de dollars est en préparation dans le cadre de procédures simplifiées.

Gambie :

14. L'accord de don a été signé le 6 août et le premier décaissement (5,6 millions de dollars) a été effectivement récemment.

Guinée :

15. Après le décès du Président Lansana Conté fin décembre 2008, l'armée a renversé le gouvernement par un coup d'État militaire et abrogé la constitution. Le Capitaine Moussa Dadis Camara s'est présenté comme le leader du groupe d'officiers de l'armée et s'est proclamé président de fait de la Guinée. Depuis le coup d'État, la Banque mondiale a suspendu tous les décaissements dans le cadre de son portefeuille existant et seuls les fonds demeurant dans les comptes spéciaux peuvent être utilisés pour financer les activités en cours.

16. La Guinée est toujours suspendu de l'Union africaine et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) jusqu'à l'organisation d'élections. Les élections présidentielles ont été reportées à janvier 2010 (la date proposée initialement était fixée à octobre 2009). À ce jour, les médias sont interdits de traiter des sujets politiques, mettant sérieusement à mal la liberté d'expression ! La situation sécuritaire est tendue et des manifestations ont eu lieu dans certaines zones de Conakry en guise de protestation contre la possible candidature du président de fait aux élections. La majorité de la communauté internationale a suspendu son aide non humanitaire. Il semble peu probable que les relations puissent être rétablies avant les élections, législatives ou présidentielle, qui devront en outre être reconnues par le Groupe international de contact et la communauté internationale.

17. Les conditions préalables à l'entrée en vigueur du don ont été satisfaites au début du mois de janvier 2009 et en temps normal, le programme FTI serait en vigueur. Dans le cadre de la formule de mise en commun des fonds, l'AFD a approuvé en mai 2009 un premier décaissement d'un montant de 5 millions de dollars. En juin, la direction pour le pays a recommandé une réduction du niveau d'intervention de la Banque pendant la période de transition jusqu'à l'installation d'un gouvernement élu et a soumis une note officielle au VP pour l'Afrique proposant un rétablissement possible des relations. Le FC a été inclus dans le petit nombre de projets qui seront remis en route. L'équipe sectorielle a proposé de réduire les activités soutenues au titre du FC et de ne cibler que les activités essentielles ayant le plus grand impact, le moins de risque et qui profiteront directement aux communautés. Le montant total devant être décaissé était estimé à environ 10 millions de dollars, contrairement au montant initialement prévu de 50 millions de dollars pour la première année de mise en œuvre, notamment (i) les activités devant être exécutées directement par les communautés sans devoir passer par l'administration centrale ; (ii) les activités liées à la formation initiale qui ont trait à la formation pratique et au déploiement des élèves enseignants, (iii) et l'octroi de subventions scolaires aux écoles primaires.

18. Compte tenu des événements politiques récents, il est peu probable que les prévisions proposées concernant une réduction des décaissements se réalisent.

Guyana :

19. Le nouveau don approuvé en septembre 2008 a été signé et un décaissement initial de 2,3 millions de dollars a été effectué en août 2009.

Haïti :

20. L'équipe s'emploie à faciliter la signature de l'accord de don. Cette signature interviendra aux environs de la date de la réunion de Rome.

République kirghize :

21. L'allocation de 6 millions de dollars prévue au titre de la deuxième année sera prête à la signature à la fin 2009.

Madagascar :

22. Le 17 mars 2009, un nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir par un coup d'État soutenu par l'armée. Andry Rajoelina s'est proclamé Président de la Haute autorité de transition et le Sénat et le Parlement ont été suspendus.

23. Les relations entre la Banque et le nouveau gouvernement sont très limitées et il n'existe aucune communication officielle entre eux. Avec la mise en place d'un gouvernement de fait, la Banque a suspendu le décaissement de son portefeuille global. Par la suite, la Banque a entrepris en mai 2009 une mission d'évaluation au titre de l'OP 7.30. Sur la base des résultats de cette mission, des exceptions ont été accordées au titre des décaissements pour des composantes spécifiques de trois projets ayant un impact des plus directs sur les populations démunies à Madagascar, à savoir, le projet sur : (i) la nutrition communautaire, (ii) la lutte contre le VIH/SIDA et (iii) le projet d'urgence pour la sécurité alimentaire.

24. La plupart de l'aide internationale au pays est suspendue, à l'exception de l'aide humanitaire. Madagascar est également suspendu de l'Union africaine (UA) et de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC). Un groupe de médiation international composé de représentants de l'Union africaine, de la SADC, de l'Organisation internationale de la Francophonie et des Nations unies a été créé pour mener les discussions entre les parties en conflit. Jusqu'ici, les discussions n'ont pas abouti au consensus attendu sur une feuille de route pour l'organisation de nouvelles élections devant permettre de rétablir une situation normale. Madagascar est confronté au risque de sanctions internationales si les parties en conflit ne trouvent pas d'accord sur des solutions durables.

25. Le nouveau don de 85 millions de dollars du FC de l'EFA, couvrant une période de 3 ans (2009-2011), a été approuvé en faveur de Madagascar en avril 2008, mais la signature n'a pas encore été attendue.

26. Avec la suspension de ce don FC, le secteur Éducation sera confronté à un important déficit financier. La réforme de l'éducation a été lancée en septembre 2008 et se borne aux 20 districts sélectionnés. Cependant, il y a un risque important d'abandon scolaire dans l'enseignement primaire, remettant en cause les résultats enregistrés par Madagascar dans le cadre de l'EFA. Face à cette situation, les bailleurs de fonds locaux recherchent une solution alternative devant permettre l'utilisation du nouveau don du FC de 3 ans pour le financement de

certaines activités et dépenses essentielles déjà prévues dans le plan EFA 2008 approuvé. Une proposition conjointe a été formulée par les bailleurs de fonds en vue du transfert de certains des fonds provenant du don du FC à l'UNICEF pour le financement de ces activités pour une période de quatre à six mois. La proposition sera examinée séparément. Actuellement, deux principaux bailleurs de fonds interviennent toujours activement dans le secteur de l'éducation, à savoir l'UNICEF et l'Agence française de développement. L'UNICEF gère aussi les Fonds norvégiens pour l'éducation et a recours au financement direct des bénéficiaires locaux sans collaborer avec l'administration publique.

Mauritanie :

27. La situation de fait est la conséquence d'un coup d'État militaire qui a eu lieu en Mauritanie le 6 août 2008. L'armée a installé une junte militaire après avoir évincé le premier président civil démocratiquement élu. Les conséquences de ces événements politico-militaires sur les relations entre la Banque et la Mauritanie relevaient de l'OP/BP 7.30 (relations avec les gouvernements de fait). Entretemps, le FMI a suspendu ses missions en Mauritanie, l'Union africaine (UA) a exclu la Mauritanie de l'Union et l'Union européenne a pris des sanctions contre le pays.

28. Les élections présidentielles se sont tenues le 18 juillet 2009 en présence de plus de 300 observateurs. Le Général Mohamed Ould Abdel Aziz est sorti vainqueur de ces consultations, avec un score de 52 % des voix. Le 23 juillet 2009, la Cour constitutionnelle a confirmé les résultats de l'élection et cette décision a été entérinée par la communauté internationale, notamment l'Union européenne, les États-Unis, la France, l'Espagne et l'Union africaine. Récemment, la direction du FMI a accepté de renouer avec la Mauritanie. Le Président a formé un nouveau gouvernement le 11 août 2009.

29. Afin de veiller à ce que ce rétablissement des relations s'opère selon une programmation appropriée, le ministre de l'Économie et du Développement a envoyé au Président de la Banque mondiale le 2 septembre 2009, une lettre du nouveau gouvernement confirmant ses engagements internationaux, notamment (i) la reconnaissance des obligations internationales antérieures du pays, (ii) la volonté du nouveau gouvernement d'assumer toutes les obligations de ses prédécesseurs vis-à-vis de la Banque ; (iii) la capacité du gouvernement d'assurer l'exécution continue et efficiente des projets ou programmes soutenus par la Banque.

30. Le décaissement a débuté le 9 octobre 2009.

Mongolie :

31. L'avenant à l'accord de don en vue d'y inclure les 12 millions de dollars déjà alloués a été signé le 24 août 2009. Les Mongols espèrent que le don sera entièrement décaissé à la fin de l'année 2009.

Niger :

32. La signature de l'accord relatif à l'allocation supplémentaire de 8 millions de dollars devrait intervenir sous peu.

Rwanda :

33. L'allocation de 35 millions de dollars accordée en avril 2009 pour une DPO devrait être signée et décaissée sous peu.

Sénégal :

34. L'accord de don a été signé fin juillet et le premier décaissement interviendra bientôt.

Yémen :

35. Le don de 3 ans a été signé fin septembre et le premier décaissement aura lieu bientôt.

Zambie.

36. Les fonds ont été transférés à l'Ambassade des Pays-Bas le 26 août 2009.